

Juan-Manuel FALOMIR-PICHAÏTOR, Gabriel MUGNY,  
*Société contre fumeur. Une analyse psychosociale des  
experts*

Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, coll. Vies sociales, 2004,  
296 p.

Gérald Arboit

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/5824>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.5824](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.5824)

ISSN : 2259-8901

**Éditeur**

Presses universitaires de Lorraine

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 décembre 2004

Pagination : 363-364

ISBN : 978-2-86480-848-0

ISSN : 1633-5961

**Référence électronique**

Gérald Arboit, « Juan-Manuel FALOMIR-PICHAÏTOR, Gabriel MUGNY, *Société contre fumeur. Une analyse psychosociale des experts* », *Questions de communication* [En ligne], 6 | 2004, mis en ligne le 16 mai 2012, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/5824> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.5824>

---

**Juan-Manuel FALOMIR-PICHAstor, Gabriel MUGNY, *Société contre fumeur. Une analyse psychosociale des experts.*** Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, coll. Vies sociales, 2004, 296 p.

En se penchant sur les enjeux psychosociaux des campagnes antitabac, les Docteurs Falomir-Pichastor et Mugny, de l'université de Genève, mettent en évidence les enjeux cognitifs d'une bataille informationnelle dans le champ de la santé publique. La focalisation sanitaire repose sur « la croyance selon laquelle les experts, et le discours scientifique, ont plus d'influence que les non-experts, ou qu'un discours profane » (p. 7). Toutefois, ce modèle de communication atteint ses limites lorsqu'il touche à l'identité sociale de la cible, en l'occurrence le fumeur. En analysant les déterminants de la consommation de tabac, les auteurs mettent en avant trois raisons principales : le plaisir, la dépendance et les aléas du sevrage. Face à ces facteurs psychosociologiques, les campagnes antitabac développent, grâce au concours d'experts du milieu sanitaire, une approche tridimensionnelle : attitudinale (conséquences physiques ou sociales), normative (réaction sociale) et auto-efficacitaire (maîtrise et contrôle du comportement et du processus d'arrêt). Se met alors en place une relation d'influence, à laquelle les « sources jugées expertes » sont invitées à se joindre. Le message se veut médical. Les limites cognitives de la relation qui se met en place sont à la hauteur du défi scientifique de lutte antitabac : non seulement le phénomène qui va mener un fumeur à arrêter est méconnu, mais les théoriciens sont impuissants à proposer des moyens efficaces. Les campagnes sont de fait condamnées à l'imprécation et à la diabolisation comme l'était la société médiévale face à la peste. Et le tabagisme résiste à toutes les répressions. Les auteurs mettent en avant un décalage entre les déterminants des fumeurs et des campagnes antitabac. Si le vecteur évident de la lutte est scientifique, les mots d'ordre identitaires des campagnes réactiveraient les motivations défensives

des fumeurs. Le discours des experts s'en trouverait ainsi fragilisé, tant il porte atteinte à la liberté individuelle. Cet effet – « sous-estimé, sinon occulté » – se révèle essentiel, tant le comportement tabagique contribue à la définition de l'identité sociale du fumeur. Les campagnes antitabac fragilisent la position du fumeur en mettant en avant les méfaits de fumer pour la santé des fumeurs comme des non-fumeurs et en stigmatisant le fumeur dans sa représentation sociale, lui retirant toute légitimité morale. Cette contrainte interne, selon la terminologie des auteurs, expliquerait la résistance des fumeurs aux mots d'ordre antitabac. Il importe donc de contourner cette motivation défensive. Toutefois, la limite entre le moment où une campagne est fonctionnelle et celui où elle cesse de l'être est difficilement quantifiable. Aujourd'hui, l'influence des experts – logique d'un point de vue scientifique – se révèle problématique dès lors qu'elle empiète sur l'espace cognitif des fumeurs. Mieux, l'impact de « sources de moindre statut » se révélerait plus percutant, justement parce qu'ils ne représentent aucune menace identitaire. La solution idéale serait donc de diminuer les enjeux identitaires. Deux solutions s'avèrent possibles. La première consisterait à s'attaquer plus directement à l'industrie du tabac plutôt qu'aux consommateurs. Mais le problème n'est pas aussi simple. Les auteurs citent des études montrant que l'impact n'est pas aussi fort, les fumeurs ne se sentant pas impliqués. On touche là à la base du paradoxe sur lequel achoppe toute campagne antitabac : l'expertise scientifique est à la base de tout changement de comportement de la part du fumeur, mais elle est aussi le vecteur qui nourrit sa résistance. Une démarche plus efficace se trouverait dans une logique permettant au fumeur d'adhérer aux stratégies mettant en cause son identité de fumeur, tout en maintenant son identité propre. Autrement dit, comparer les fumeurs ou non-fumeurs serait culturellement contre-productif, alors que les amener à stigmatiser la fumée plutôt que les

consommateurs atteindrait plus sûrement son objectif. Le tout est d'arriver à persuader les experts concernés du bien-fondé d'une telle réorientation de leur rôle...

Gérald Arboit  
CÉRIME, Strasbourg 3  
Gerald.Arboit@urs.u-strasbg.fr

Andrew FEENBERG, *(Re)penser la technique. Vers une technologie démocratique*, trad. de l'anglais par A.-M. Dibon.

Paris, Éd. La Découverte/MAUSS, coll. Recherches, 2004, 234 p.

Andrew Feenberg est philosophe à l'université d'État de San Diego. Auteur prolifique, il a toutefois été peu traduit en français et, de ce fait, reste largement méconnu des chercheurs en sciences de l'information et de la communication. Il est pourtant l'auteur de très nombreux articles, portant notamment sur les technologies de l'internet et les dispositifs d'apprentissage en ligne. Spécialiste de la philosophie critique, de l'école de Francfort et de la « question technique », il nous livre avec *(Re)penser la technique* (traduction de *Questioning Technology*, Londres, Routledge, 1999) le dernier volet d'une série d'ouvrages (*Critical Theory of Technology*, New York, Oxford University Press, 1991 ; *Alternative Modernity*, Los Angeles, University of California Press, 1995) dont l'objectif général est de « reconsidérer les possibilités d'un changement social » (p. 7) majeur au regard de l'importance prise par les médiations techniques (notamment celles ouvertes par les plus récentes technologies issues de la numérisation du signe) qui tendent à coloniser l'ensemble des sphères de l'existence sociale. La technique est globalement considérée comme le levier principal par le biais duquel il serait possible d'impulser des évolutions décisives dans la conduite des sociétés capitalistes avancées. La thèse centrale ici défendue suggère qu'aux travers de choix technologiques particuliers, il serait possible (et souhaitable) de « contribuer à la démocratisation de la société en favorisant le développement de l'auto-organisation au sein de la sphère technique elle-même » (p. 8). Autrement

dit, la condition de possibilité du développement d'une société progressiste serait pour partie indexée à notre capacité à introduire un contrôle démocratique au sein même de la « sphère technique ». La conjonction entre formes politique et technique est alors considérée comme l'élément structurel essentiel dont la prise en compte est indispensable à l'élaboration de modèles sociétaux alternatifs.

Andrew Feenberg se propose de travailler cette relation à l'aide d'une ambitieuse perspective théorique qu'il nomme « constructivisme critique », en cherchant à allier la tradition marxiste francfortoise à la sociologie constructiviste anglo-saxonne et nord-américaine ainsi qu'à la sociologie de l'innovation. Rejetant les perspectives déterministes, l'auteur nous propose une philosophie qui reprend néanmoins les questions posées par l'essentialisme (notamment celle de l'efficacité), tout en allant chercher dans le constructivisme les dimensions sociales et historiques qu'il estime nécessaires à leur traitement. Il souligne en particulier que la technique appartient aussi au domaine du sens, des significations et des représentations et ne peut se résumer à la rationalité technique. Ce que l'essentialisme considère comme une différenciation ontologique est alors appréhendé par l'auteur comme « un terrain de lutte entre différents types d'acteurs [dominants/dominés] entretenant des relations différentes à la technique et au sens. [...] Mais ce n'est pas, ajoute-t-il, en nous détournant de la technique pour nous intéresser au sens que nous obtiendrons des changements réels, c'est lorsque nous comprendrons la nature subordonnée de la position à laquelle nous sommes assignés dans les systèmes techniques et que nous commencerons à intervenir au niveau de leur conception en faveur d'une vie qui ait un sens et d'un environnement qui soit habitable » (pp. 17-19).

Une très large part de *(Re)penser la technique* est consacrée à une discussion serrée des thèses des philosophes contemporains de la technique : Martin Heidegger, Jacques Ellul, Albert Borgmann, etc. Particulièrement riche et dense, cette